

Politiques alimentaires urbaines

Actes de la rencontre internationale
sur les expériences en Afrique,
Amérique latine et Asie.

16-18 novembre 2015, Montpellier, France

MARCHÉS

RESTAURATION COLLECTIVE

CONNEXIONS URBAIN/RURAL



Organisation
des Nations Unies pour
l'éducation, la science
et la culture



Chaire Unesco
en alimentations
du monde
France



Politiques alimentaires urbaines

Actes de la rencontre internationale
sur les expériences en Afrique,
Amérique latine et Asie.

16-18 novembre 2015, Montpellier, France

MARCHÉS

RESTAURATION COLLECTIVE

CONNEXIONS URBAIN/RURAL

JULIE DEBRU, SYLVIE ALBERT, NICOLAS BRICAS, DAMIEN CONARÉ, ÉDITEURS



Coordination et édition scientifique

Julie Debru, Chaire Unesco Alimentations du monde ;
Sylvie Albert, rédactrice scientifique indépendante ;
Nicolas Bricas, Cirad, UMR Moisa et directeur de la Chaire Unesco
Alimentations du monde ;
Damien Conaré, Chaire Unesco Alimentations du monde.

Comité d'organisation

Julie Debru, chargée de mission, Chaire Unesco Alimentations
du monde, Montpellier SupAgro ;
Nicolas Bricas, chercheur, Cirad, UMR Moisa et directeur de la Chaire
Unesco Alimentations du monde ;
Florence Mouton, chargée de recherche, Division recherches
et développement, Agence française de développement ;
Julien Woessner, responsable de programme, Fondation Charles
Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme ;
Marielle Dubbeling, directrice, RUAF Foundation ;
Guido Santini et Louison Lançon-Daumas, chargés de projet
Food for the Cities, FAO ;
David Edwards, directeur adjoint, International Sustainability Unit,
The Prince of Wales's Charitable Foundation.

ISBN : 978-2-900792-27-8

Citation : Debru J., Albert. S., Bricas N., Conaré D. (Eds), 2017.
Politiques alimentaires urbaines. Actes de la rencontre internationale
sur les expériences en Afrique, Amérique latine et Asie en
matière de marchés, restauration collective et connexion urbain/
rural. Montpellier, France, 16-18 novembre 2015. Chaire Unesco
Alimentations du monde, 210 p.



Conclusion générale

Nicolas Bricas

Cirad, UMR Moisa et Chaire Unesco Alimentations du monde

Marielle Dubelling

RUAF Foundation

David Edwards

International Sustainability Unit of The Prince of Wales's Charitable Foundation

Florence Mouton

Agence française de développement

Le renouveau des politiques alimentaires urbaines, que l'on a constaté depuis une dizaine d'années, est plutôt le fait de villes de pays industrialisés confrontées aux externalités négatives et aux limites du système alimentaire industrialisé. C'est en tout cas plutôt sur ces villes que l'attention a été portée. Sur la centaine de villes signataires du Pacte de Milan, un tiers environ proviennent pourtant d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie. Les témoignages que ces dernières sont venues apporter à la rencontre internationale de Montpellier, réunis dans cet ouvrage, confirment que, même si leur contexte d'urbanisation est bien différent de celui des pays industrialisés, les villes des Suds se saisissent elles aussi de la question alimentaire.

Confrontées à une vitesse d'urbanisation très rapide, elles cherchent à sécuriser leurs approvisionnements tant en quantité qu'en qualité. Et nombre d'entre elles recourent pour cela à des approvisionnements lointains, notamment à des importations, et à des formes industrielles de distribution jugée modernes : les supermarchés notamment. La recherche d'alternatives est moins la première motivation à la construction des politiques alimentaires urbaines que dans les villes des pays industrialisés. Au contraire, certaines villes souhaitent accélérer l'industrialisation de leurs systèmes alimentaires. Pour autant, il faut se départir d'une vision simpliste qui assimilerait les politiques alimentaires urbaines du Nord à l'alternative et

celles du Sud à la « normalisation ». Car déjà, les systèmes alimentaires industrialisés et globalisés dans les pays du Sud montrent leurs limites : ainsi le recours aux importations a rendu nombre de villes vulnérables face aux flambées des prix sur les marchés internationaux. Le développement des supermarchés a concurrencé le secteur du micro-commerce, qui fournissait de nombreux emplois aux populations à faible niveau d'éducation. Les milliers de jeunes sans emploi qui s'accumulent dans les villes génèrent une situation socialement explosive comme on l'a constaté lors des émeutes liées aux flambées des prix internationaux en 2008 et 2011. L'obésité et les maladies associées à une alimentation déséquilibrée explosent dans les villes des Suds. L'inquiétude des mangeurs s'accroît avec les distanciations géographiques, économiques, cognitives et politiques de leurs rapports à l'alimentation.

La rencontre internationale de Montpellier et le présent ouvrage qui en est issu ont voulu donner la parole aux villes des Suds peu entendues jusqu'à présent. Leurs témoignages montrent que leurs problématiques sont différentes mais se rapprochent de celles des villes du Nord. La distinction Nord/Suds s'atténue. Dans les deux cas, d'une conception des politiques initialement très axée sur la sécurisation des approvisionnements alimentaires, sur l'agriculture urbaine et donc sur les relations avec la production agricole, les problématiques abordées s'élargissent : elles concernent aussi désormais la nutrition, la qualité sanitaire des aliments et la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, la gestion de l'environnement, etc. Et l'on voit également apparaître les questions de changement climatique, de biodiversité, d'accaparements fonciers. La question alimentaire des villes n'est clairement plus seulement une question agricole. Elle est de plus en plus saisie par les sphères de l'urbanisme, de la santé, de l'action sociale, de la culture, du commerce, etc. Pour autant, la question des relations avec le monde rural reste entière. Le risque d'opposition des mondes urbains et ruraux subsiste, la pression sur les producteurs agricoles pour fournir des aliments de qualité à faible coût reste forte et les nouvelles formes de relations plus équilibrées entre villes et campagne restent à inventer. C'est le sens de la promotion du concept de « Systèmes alimentaires ville-région » (cityregionfoodsystems.org/),

qui vise à renforcer les relations entre milieux rural et urbain. Il est significatif de constater que cette question a été explicitement mise à l'agenda de la Conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) tenue à Quito en octobre 2016. À défaut de mettre en place de véritables politiques alimentaires urbaines, nombre de villes intègrent progressivement des questions alimentaires à leur agenda politique.

D'une façon plus générale, la question alimentaire traverse aujourd'hui la question du développement territorial et de la décentralisation. Les contextes politiques et institutionnels sont cependant fort différents : dans de nombreux pays des Suds, les nations sont encore des espaces en construction. La décentralisation y est plus récente et les institutions locales encore peu développées. Les capitales concentrent largement les ressources et le pouvoir au détriment des villes secondaires. Même si les collectivités locales voient un peu partout leur pouvoir renforcé, leurs domaines d'intervention sont encore limités. Leur économie alimentaire (transport, commerce, transformation, restauration, déchets) est encore souvent largement informelle ce qui complique l'élaboration et la conduite des politiques. De nombreuses villes ne disposent par exemple pas de bases statistiques sur leur système alimentaire. Leurs universités et leurs centres de recherche se consacrent peu au domaine alimentaire et peu aux villes, ayant plutôt privilégié jusqu'à présent les questions rurales et agricoles.

Nombre de villes ont construit leurs politiques alimentaires progressivement, élargissant leurs interventions pas à pas. Plus rares sont celles qui ont planifié au départ des interventions dans différents secteurs à partir d'une vision globale de l'ensemble des problèmes qu'elles rencontrent et d'un diagnostic général des situations alimentaires. Leurs politiques se construisent plus souvent chemin faisant. Ceci n'empêche pas que les villes ont besoin d'outils de diagnostic, de références pour baliser leurs actions. Leur mise en réseau prend ici tout son sens et c'est bien à cette demande que répond le Pacte de Milan. Des échanges d'expériences apparaissent nécessaires à poursuivre au travers de rencontres comme celle de Montpellier. Mais on pourrait imaginer que ce sujet intègre, davantage qu'aujourd'hui, les

échanges entre villes jumelées ou fasse l'objet de réseaux nationaux ou régionaux de villes menant des politiques alimentaires, comme cela émerge dans certains pays.

À l'écoute des présentations et des débats lors de la rencontre, on a cependant pu constater que l'évolution des systèmes alimentaires des villes échappe en partie aux capacités d'intervention de ces dernières. Les politiques nationales, les accords internationaux, les stratégies des grandes compagnies du secteur agroalimentaire façonnent aussi l'alimentation des citadins et les villes ont peu de poids pour infléchir, si nécessaire, ces influences. C'est là un des enjeux importants des futurs alimentaires des villes et de leurs capacités à s'organiser collectivement pour peser politiquement sur ces échelles d'influence. La question ne s'arrête cependant pas à celle des rapports de pouvoirs. Car les villes inventent chaque jour, au travers de multiples initiatives privées, associatives ou citoyennes, de nouvelles façons de produire, d'échanger, de manger, qui constituent des formes de réponses, « du dedans » pour reprendre l'expression de G. Balandier, aux problèmes alimentaires qu'elles rencontrent. Si les villes concentrent les problèmes, elles concentrent aussi les ressources pour les résoudre.

Décloisonner la question alimentaire pour permettre à tous les secteurs d'intervention de la ville de s'en saisir, favoriser les échanges d'expériences entre villes, être attentifs aux capacités d'invention des sociétés, construire des outils de diagnostic pour aider à l'élaboration des politiques, c'est ce à quoi s'emploient les organisateurs de cette rencontre internationale. Cet ouvrage est un premier propos d'étape dans cet exercice. Puisse-t-il être suivi de nombreux autres. ★